

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/25
11 septembre 2003

(03-4741)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: espagnol

URUGUAY

Déclaration de S.E. M. Didier Operti Badan Ministre des affaires étrangères

Je souhaite tout d'abord remercier tout spécialement, au nom du gouvernement et du peuple uruguayens, le gouvernement mexicain pour la généreuse hospitalité dont il a fait preuve ici, à Cancún, à l'occasion de la tenue de cette nouvelle réunion ministérielle de l'OMC.

Nous sommes convaincus que les travaux que nous commençons sous sa houlette aujourd'hui, en cette date qui nous oblige à évoquer le souvenir douloureux des événements dramatiques survenus il y a seulement deux ans, nous permettront de parvenir aux résultats indispensables à la réalisation du mandat que nous avons approuvé à Doha en novembre 2001 en lançant ce cycle de négociations.

À Doha, l'opinion publique internationale était dans l'expectative des résultats auxquels les travaux en question pouvaient aboutir, se demandant si les pays Membres de l'OMC seraient finalement en mesure de parvenir à un accord pour accroître la crédibilité du système commercial multilatéral et ouvrir de nouvelles perspectives au commerce et au développement.

Ces perspectives sont des facteurs réels susceptibles d'avoir des effets sur la coexistence internationale en l'améliorant dans la réalité même des personnes et des choses.

Je crois qu'un défi semblable nous est à nouveau lancé et je ne doute pas que nos pays assumeront à nouveau la responsabilité partagée de trouver des terrains d'entente pour renforcer le commerce et le rendre plus libre et plus équitable. Dans un contexte mondial caractérisé par l'instabilité politique de certaines régions, la récession économique et les incertitudes, le succès de notre réunion à Cancún ne représente plus un souhait mais devient un impératif commun, devant apporter une contribution spécifique à la paix et à la sécurité internationale.

Ce nouveau cycle de négociations a été appelé Cycle du développement. Il n'y a là rien de plus juste ni de plus certain. En ce début de siècle, il était temps que la communauté internationale dans son ensemble déploie des efforts renouvelés et crédibles pour répondre aux besoins de ses membres les moins favorisés.

Nos pays n'ont pas besoin de la charité internationale mais de marchés plus ouverts à leurs exportations, de règles et de disciplines plus équitables qui protègent leurs avantages comparatifs et d'un traitement spécial et différencié qui réponde de manière appropriée à leurs besoins de développement.

Il s'est écoulé plus de 50 ans depuis qu'un grand nombre des pays réunis ici se sont lancés dans l'aventure consistant à bâtir un système commercial multilatéral dans lequel nous ayons tous notre place. Il s'est écoulé plus de 50 ans, au cours desquels de nombreux pays dont le bien-être dépend de l'exportation de matières premières ont lutté afin d'obtenir une juste rémunération pour leurs produits. Il s'est écoulé plus de 50 ans au cours desquels l'agriculture a fait obstinément l'objet

de discriminations et d'une exclusion des règles du libre-échange, tandis que celles-ci prenaient forme et se développaient pour d'autres secteurs du commerce, des finances et de la technologie de pointe.

Nous croyons donc que l'heure est maintenant venue d'intégrer pleinement l'agriculture aux règles du libre-échange.

Pourrait-on douter qu'un résultat ambitieux dans ce domaine soit une contribution décisive au développement, une incitation fondamentale à l'intégration accrue des pays en développement au système international et un élément clé de la lutte pour la réduction de la pauvreté?

Il est donc temps de dépasser les intérêts nationaux et les égoïsmes sectoriels qui ont empêché ces réformes, de mettre enfin en œuvre l'élimination des soutiens internes et des subventions à l'exportation – qui faussent tant le commerce international et pénalisent tant les pays en développement de la manière la plus injuste – et, en même temps, de créer des possibilités nouvelles et meilleures en matière d'accès aux marchés, particulièrement à ceux des Membres les plus développés de cette organisation.

Cette réforme ne constitue plus seulement une aspiration ou une revendication d'un groupe de pays plus ou moins nombreux. Elle est devenue une exigence internationale qui ne tolère pas de manœuvres dilatoires et à laquelle il n'est plus possible de rester insensible.

Cependant, nos pays ne veulent pas non plus limiter indéfiniment leurs aspirations en matière de développement au domaine des produits de base. Ils aspirent aussi à valoriser le produit de leur main-d'œuvre, de leur travail et de leur intelligence. Ces négociations doivent donc nous offrir la possibilité de promouvoir nos propres secteurs industriels, de stimuler la production manufacturière et d'améliorer notre capacité de développement du secteur des services.

C'est pourquoi il est important que les résultats dans ces domaines facilitent aussi une plus grande intégration de nos pays dans le processus de mondialisation productive et que nous ne nous limitations pas à être de simples témoins de ce processus en supportant ses coûts et en ne bénéficiant que d'un très petit nombre de ses avantages.

Enfin, je souhaite réaffirmer qu'il est impératif que ces négociations soient couronnées de succès et répondent de manière appropriée aux besoins de développement. Sans cela, non seulement le processus de Doha s'enlisera, mais il se videra de son contenu et régressera de manière irrémédiable. Nous sommes convaincus qu'aucun pays ne souhaite contribuer à une telle évolution.

Nous sommes tous, pays développés et pays en développement, placés face à un objectif et à une responsabilité qui nous sont communs.

Ces négociations représentent une occasion et un défi qui réunit tous les Membres de l'OMC. C'est l'occasion de résister à la tentation protectionniste, d'approfondir les réformes des politiques agricoles, de consacrer définitivement le principe du multilatéralisme et la coopération internationale et, en définitive, d'assurer à nos sociétés les conditions meilleures d'un développement durable qui permette d'améliorer la qualité de vie de leurs citoyens. C'est aussi notre plus grand défi.

L'Uruguay considère que cette occasion lui permet de formuler sa vision du commerce international en tant qu'instrument se prêtant à l'établissement de nouveaux modèles d'équité et de justice au niveau international.

Pour terminer, je souhaite vous assurer que l'Uruguay est prêt à contribuer, sans ménager ses efforts, à la réalisation de ces objectifs, et vous dire également que vous pouvez compter sur l'appui généreux et indéfectible de notre pays pour mener ces travaux à bonne fin.